

Unité départementale de l'Artois
12, avenue de Paris
62400 BETHUNE

Béthune, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WDP FRANCE

Parc d'activités du Bois Rigault
62880 VENDIN-LE-VIEIL

Références : 55-2024

Code AIOT : 0007001723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement WDP FRANCE implanté Parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WDP FRANCE
- Parc d'activités du Bois Rigault - 62880 VENDIN-LE-VIEIL
- Code AIOT dans GUN : 0007000652
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le 17/03/2017, la société WDP FRANCE succédait à la société DESCAMPS en tant qu'exploitant du site de VENDIN-LE-VIEIL. La société WDP FRANCE était déjà propriétaire du site.

La société DESCAMPS avait été autorisée au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE à exploiter un entrepôt de stockage de linge de maison.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- classement ICPE et sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats (PC2, PC3, PC4, PC5 et PC6) font l'objet de proposition de suites administratives.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui aval(ent) été donnée(s)	Autre information
PC 1	Code de l'environnement du 01/01/2021 - article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	-	Sans objet
PC 2	Article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003	-	Sans objet
PC 3	Article 20.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003	-	Sans objet
PC 4	Article 21.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003	-	Sans objet
PC 5	Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003	-	Sans objet
PC 6	Article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié	-	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des constats établis lors de cette visite menée par l'Inspection et des compléments transmis par l'exploitant par messages électroniques des 29/03/2024 et 08/04/2024, il a été mis en évidence:

- **8 non-conformités, pour lesquelles un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé:**
 - > présence de déchets (papiers, plastiques, palettes de bois usagées, réfrigérateur,...) autour des bâtiments du site
 - > présence de non-conformités persistantes dans le rapport de vérification des installations électriques ;
 - > véhicules stationnés sur la voie engin du site ;
 - > présence de non-conformités dans le rapport de vérification de l'installation de sprinklage ;
 - > absence d'extincteurs dans la cellule du locataire "ART MOBILIER" ;
 - > absence de preuve de la vérification de l'ensemble des extincteurs et des RIA du site ;
 - > présence de non-conformités dans le rapport de vérification des portes coupe-feu ;
 - > présence de non-conformités dans le rapport de vérification des exutoires.
- **3 observations, pour lesquelles l'exploitant doit apporter les éléments de réponse, sous 1 mois.**

Ces observations concernent la réalisation d'une demande d'antériorité auprès du Préfet portant sur la situation administrative du site, la vérification du volume d'eau dans la réserve incendie enterrée, la présence d'observations lors de la vérification des poteaux incendie et le test de l'ensemble des poteaux incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC 1

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021 - article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : actions nationales 2023 - situation administrative au titre des ICPE
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats: Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 15 avril 2003 pour le stockage de matières combustibles en entrepôt couvert ayant un volume maximal de 360 000 m ³ et plus de 500 tonnes de matières combustibles. Le 1 ^{er} janvier 2021 est entré en vigueur le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement notamment la rubrique 1510. Ce décret a introduit des évolutions pour les entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 : <ul style="list-style-type: none">• le décret recentre le champ d'application de la rubrique afin de limiter les doubles classements, notamment avec les autres rubriques de stockage 1511, 1530, 1532 (hors produits susceptibles de dégager des poussières inflammables qui restent soumis spécifiquement à autorisation), 2662 et 2663. Ainsi, la rubrique 1510 devient la rubrique phare pour l'activité de stockage de produits combustibles et est seule applicable lorsque plusieurs rubriques de stockage ont vocation à s'appliquer. Elle ne s'applique pas lorsque l'entrepôt est utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature (à savoir, lorsque la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes) ;• les installations couvertes par la rubrique 1510 sont celles dotées d'une toiture ;• le seuil du régime d'autorisation est passé d'un volume d'entrepôt de 300 000 m³ à 900 000 m³.
Observation n°1 : L'exploitant doit adresser sa demande d'antériorité auprès du Préfet du Pas-de-Calais, conformément aux dispositions des articles L.513-1 du Code de l'environnement et R.513-1 du Code de l'environnement. Ancienne situation (2018) : les locaux étaient loués à la société DESCAMPS (utilisation de 3 cellules pour le stockage de linge de maison) ainsi qu'à la société LEGUILLON (utilisation de 2 cellules pour le stockage d'éléments de cuisine, d'électroménager,...). Le jour de notre visite d'inspection, l'entrepôt était désormais loué à <ul style="list-style-type: none">- la société LEGUILLON : utilisation de 2 cellules pour le stockage d'éléments de cuisine, d'électroménager,...- la société DUPAS LEBEDAS : utilisation de 2 cellules- la société DECO MEUBLES DESIGN/ ART MOBILIER: utilisation d'une cellule pour du mobilier principalement en bois, objets de décoration,...- la société TRS: utilisation d'une cellule pour le stockage de stores, fenêtres,... Aucun responsable de la société WDP FRANCE n'était présent sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : PC 2

Référence réglementaire : Article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003
Thème(s) : propreté du site
Prescription contrôlée : <u>2.2. - Intégration dans le paysage</u> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : <u>Non-conformité n°1 :</u> Vu la présence de déchets (papiers, plastiques, palettes de bois usagées réfrigérateur,...) autour des bâtiments du site : voir photographies en annexe.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : PC 3

Référence réglementaire : Article 20.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003
Thème(s) : installations électriques
Prescription contrôlée : <u>20.5.2. - Vérification périodique des installations électriques</u> Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.
Constats : La dernière vérification annuelle réalisée par la société SOCOTEC a eu lieu le 13/06/2023. <u>Non-conformité n°2 :</u> Le rapport de cette vérification contient de nombreuses non-conformités (dont plusieurs déjà signalées lors de la précédente vérification en 2022) : absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités, dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel,... Le rapport indique que ces non-conformités peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Elles n'ont pas été prises en compte par l'exploitant.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : PC 4

Référence réglementaire : Article 21.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003
Thème(s) : accessibilité
Prescription contrôlée : <u>21.2.4. - Accessibilité</u> L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Le contournement du bâtiment est assuré, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés. Une voie de 4 mètres de largeur et de 3 m 50 de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des engins des Services de lutte contre l'incendie sur le demi-périmètre au moins de l'établissement. Les voies en cul de sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour. Les voies de circulation doivent résister à un effort de 130 kN sur une surface circulaire de 0,20 mètre de diamètre. A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'établissement par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.
Constats : <u>Non-conformité n°3 :</u> Des véhicules légers appartenant au personnel du site et des poids-lourds (transporteurs) stationnent sur la voie engin : voir photographies en annexe.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : PC 5

Référence réglementaire : Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003
Thème(s) : moyens de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>21.3. - Moyens de secours</u></p> <p>L'installation doit être dotée de moyens privés de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau d'extinction automatique d'incendie implanté sur l'ensemble de l'entrepôt. - 6 poteaux d'incendie disposant des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - poteaux de 100 mm - 4 des hydrants assurent en fonctionnement simultané, chacun un débit de 60 m³/h sous charge restante de 1 bar pendant 2 heures. - D'une réserve d'eau d'incendie de 480 m³ - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. - De robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201. Ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par messages électroniques des 29/03/2024 et 08/04/2024, l'exploitant transmettait, à la demande de l'Inspection, différents rapports de vérification relatifs aux moyens de secours.</p> <p>Le site dispose d'un réseau d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Non-conformité n°4 :</p> <p>Vu la dernière vérification du sprinklage du 19/04/2023 par la société AI: plusieurs points de non-conformité sont à lever (avec et sans risques de mise en échec du système). L'exploitant ne les a pas prises en compte.</p> <p>Observation n°2 :</p> <p>Il y a 5 poteaux incendie répartis à l'extérieur du site au lieu des 6 prévus (validé lors de la précédente inspection du 17/01/2018). Le volume présent dans la réserve d'eau incendie enterrée n'a pu être vérifié (présence théorique d'un volume d'eau de 672 m³ à justifier).</p> <p>Non-conformité n°5 :</p> <p>Vu l'absence d'extincteurs dans la cellule du locataire "ART MOBILIER".</p> <p>Non-conformité n°6 :</p> <p>La preuve de vérification de l'ensemble des extincteurs et des RIA n'a pu être fournie par la société WDP FRANCE (elle doit être à disposition même si ce sont les locataires qui réalisent les vérifications).</p> <p>Observation n°3 :</p> <p>Vu la vérification des 5 poteaux incendie du site par la société AAI le 09/06/2023 : des observations sont à lever. Test de 3 des 5 PI : véhicule présent devant le PI empêchant le test, un autre PI impossible à isoler. Refaire les tests des 5 PI.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : PC 6

Référence réglementaire : Article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié
Thème(s) : maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n°7 :</u></p> <p>Vu le rapport de vérification de la société CMSI du 07/08/2023 des portes coupe-feu des cellules des sociétés LEGUILLON – LEPEDA – TRS : des non-conformités sont à lever.</p> <p><u>Non-conformité n°8 :</u></p> <p>Vu le rapport de vérification de la société CMSI du 07/08/2023 des exutoires des cellules des sociétés LEGUILLON – LEPEDA – TRS : des non-conformités sont à lever (cartouches de CO2 à remplacer pour au moins 22 exutoires).</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'actions concernant ces non-conformités.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription

Photographies prises sur le site de la société WDP FRANCE le 25/03/2024







